

Qui a les réponses a les questions.

Cinq questions étaient posées il y a quelques mois déjà par l'évêché de mon coin. Vers mai 2019, il me semble. Probable que ça concernait tous les évêchés et archevêchés français, et je le présume d'autres nations.

Je ne sais pour vous, pour moi ça pourrait venir de n'importe quel groupe qui prétend œuvrer pour le bien, n'importe quel syndicat ou parti politique de toute couleur, de toute tendance, n'importe quelle Église, ou association, ou autre collectif plus ou moins formel.

Je trouve ce constat rassurant : les évêques et tout le clergé séculier sont comme les autres, dans le siècle, et se posent les mêmes questions essentielles. Donc ils en posent cinq en laissant la réponse à chacun. Les voici :

- 1. Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?**
- 2. Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?**
- 3. Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?**
- 4. Quel « bien commun » recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?**
- 5. Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?**

Suivent mes propres réponses, mais je vous conseille de trouver d'abord les vôtres. Les miennes sont là pour si besoin ultérieurement confronter mes réponses aux vôtres mais le mieux est de soumettre ces questions à un ou deux tiers, et que vous confrontiez vos diverses réponses, qui seront probablement différentes, après cela mes réponses auront un faible intérêt. Un conseil : ne retenez d'abord que les propositions pratiques, celles de réalisation des questions 2 à 4, puis en un second temps celles des réponses aux deux autres questions qui feront consensus. Le reste viendra en son temps.

1. Quelles sont selon vous, en essayant de les hiérarchiser, les causes principales du malaise actuel et des formes violentes qu'il a prises ?

- La première cause, selon moi, est celle habituelle dans des circonstances similaires qu'on a pu connaître auparavant, quand les moyens et modes de communication disponibles permettent une circulation des biens et des idées bien plus rapide que ne se le représente une majorité de la population : les personnes ressentent cette discordance sans pouvoir se l'expliquer, il y a une perte des repères qui génère une angoisse, et la violence est pour l'essentiel un réflexe défensif ;
- Une autre cause est ce qu'on pourrait nommer "complotisme", il ne s'agit pas proprement de complots mais, dirai-je, de stratégies de défense de la part de groupes sociaux qui croient avoir beaucoup à perdre quand une réorganisation de la société devient nécessaire : le but de ces groupes est de préserver leur position, pour cela ils diffusent des informations vraies ou fausses mais inquiétantes, de manière à susciter la peur, donc le repli et le refus du changement. Or la peur est aussi mauvaise conseillère que la colère et peut susciter la violence ;
- Il y a une cause permanente mais qui devient très problématique dans des contextes comme celui actuel : dans toute société existent des groupes qui ont un projet social assez ou très divergent de celui commun et qui, à l'occasion de crises structurelles, agissent de manière à augmenter le niveau de désordre par tous moyens, notamment par des actes violents ;
- La cause fondamentale me semble une nette inadéquation de l'organisation de la société (sa superstructure), à son état réel (son infrastructure), avec pour première conséquence d'augmenter sans fin la dépense des ressources disponibles pour des résultats de moins en moins efficaces.

2. Qu'est-ce qui pourrait permettre aux citoyens dans notre démocratie de se sentir davantage partie prenante des décisions politiques ?

- Le premier moyen serait la confiance, d'abord confiance en soi, ensuite en ses semblables : quand il y a perte des repères – un sociologue dirait anomie – on perd souvent confiance en sa propre capacité d'action, et sans elle, comment avoir confiance en les autres ? Le moyen effectif pour permettre cette restauration de la confiance est celui de toujours, le débat.

3. Quels sont les lieux ou les corps intermédiaires qui favoriseraient cette participation ?

- Pas d'avis précis sinon ceci : des lieux de proximité et des corps intermédiaires ayant la confiance des personnes concernées. Pour les petites communes (moins de deux mille habitants) il me semble que les mairies et les centres sociaux et culturels seraient des lieux adaptés, pour les communes plus grandes ça dépend de leur étendue et de leur population, disons, quelque chose comme des maisons de quartiers, là aussi bien sûr les centres sociaux et culturels, et quand le temps s'y prête les places, les espaces verts... Pour les corps intermédiaires je pense que tous valent, pour autant qu'ils acceptent de se faire les relais des citoyens et non pas leurs guides, qu'ils les servent et non qu'ils s'en servent.

4. Quel « bien commun » recherché ensemble pourrait fédérer nos concitoyens et les tourner vers l'avenir ?

- J'ai quelques idées mais pas nécessairement valides, il me semble que d'un débat se dégageront précisément des réponses là-dessus, et je suis prêt à parier qu'elles seront assez convergentes d'un lieu de débat l'autre, de mes rapports avec mes semblables j'ai pu constater que si les moyens d'y parvenir ne sont pas toujours les mêmes, les aspirations des uns et des autres sont très proches.

5. Quelles raisons d'espérer souhaitez-vous transmettre à vos enfants et petits-enfants ?

- L'espoir me semble une raison suffisante. L'espoir et la confiance.